



Credit: Kent Page décembre 2012

## FAITS SAILLANTS

- Besoin de continuer et d'élargir l'assistance en faveur des personnes déplacées et des communautés hôtes à Bamako.
- Les restes d'explosifs de guerre (REG) ont causé 31 accidents qui ont blessé 52 personnes dont 31 enfants de mars à décembre 2012.
- 200 cas de viols documentés depuis le début de la crise par le sous cluster violences basées sur le genre.

## CHIFFRES CLES

# de personnes déplacées internes	198 558
-----------------------------------	---------

Source: Commission Mouvement des Populations, novembre 2012

# de réfugiés	145 599
---------------	---------

Source: <http://data.unhcr.org/>

Populations affectées	4,23 millions
-----------------------	---------------

Source: Mali CAP 2013

## CAP 2013

**370,4 millions**

Fonds requis (US\$)

**1%** financé

## CAP 2012

**214,6 millions**

Fonds requis (US\$)

**60%** financé

Source : Système de surveillance financière (FTS)

## Au Sommaire

Plus d'assistance pour les déplacés à Bamako P.1

Education sur les risques liés aux mines P.3

Violences basées sur le genre P.4

## Plus d'aide requise pour les déplacés à Bamako

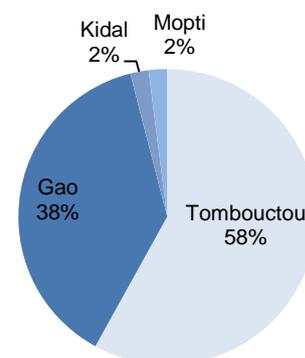
Les dernières enquêtes menées par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) estiment à **47 292 le nombre de personnes déplacées internes (PDI) à Bamako** en provenance des régions du Nord. Malgré les nombreux efforts d'assistance en cours, il est nécessaire de renforcer l'aide fournie aux personnes déplacées et aux familles qui les hébergent afin d'éviter qu'ils n'atteignent un niveau de vulnérabilité difficile à remonter.

Selon les informations recueillies par OCHA auprès des partenaires, de l'assistance a été fournie aux PDI dans des secteurs tels que la protection, la nutrition, la santé, l'éducation et la nourriture. Cette assistance inclut aussi la distribution d'articles non alimentaires et de cash (ou argent) pour la couverture des besoins essentiels y compris le loyer.

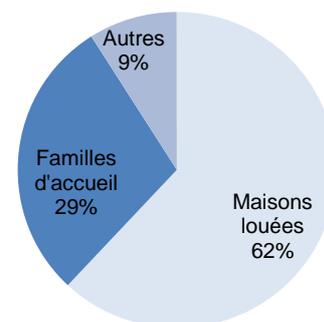
A titre d'exemples d'actions humanitaires menées à Bamako, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a mis à la disposition du Ministère de la Femme 2 000 kits de viols. L'ONG Cri du Cœur a distribué 10 tonnes de kit de dignité et de layettes à 110 femmes dans les six communes de Bamako de mai à novembre 2012. L'ONG Catholic Relief Service (CRS) a distribué du cash à 18 105 personnes dans cinq communes à Bamako. Le Bureau National Catholique de l'Enfance (BNCE) a construit un centre d'accueil au profit de 287 enfants dans la commune 5 en novembre 2012. ONU-Femmes a assisté 1 114 personnes à travers des activités génératrices de revenus et d'assistance psycho sociale dans les six communes de Bamako de juin - novembre 2012.

Le Ministère de l'Education Nationale, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et les ONG (Handicap International, Right to Play, Cri de Cœur, Islamic Relief) ont assisté environ 2 850 élèves à travers, entre autres, des cours de remédiation et des distributions de kits scolaires.

Régions d'origine des PDI à Bamako

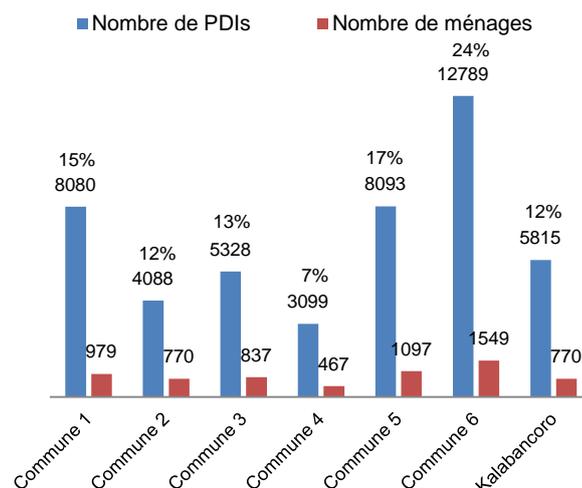


Type d'hébergement des PDI



Pour l'aide alimentaire, le Programme Alimentaire Mondial assiste 11 725 personnes déplacées à travers un programme de distribution générale de vivres, démarré depuis juin pour six mois, dans les Commune 1 et 5 et à Kalabancoro. ACTED assiste 4 533 personnes par le biais d'un programme de transfert d'argent inconditionnel dans la Commune 5 et à Kalabancoro. Ce programme couvre la période allant de juillet 2012 à janvier 2013. La Caritas a assisté 22 608 déplacés dans les 6 communes d'avril à novembre 2012. L'ONG Cri du cœur a distribué de la nourriture à 712 familles de PDI de mai à novembre 2012.

Nombre /pourcentage de PDI par commune à Bamako

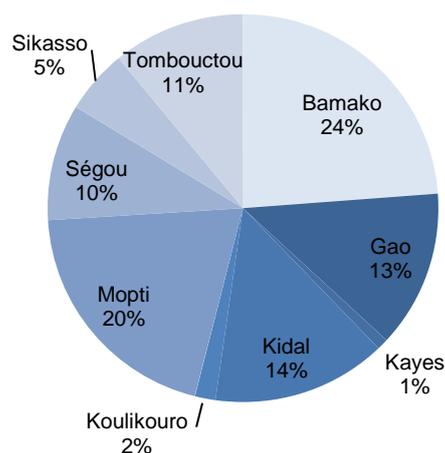


Concernant la nutrition, la Direction Nationale de la Santé, la Croix Rouge Malienne, la Croix rouge Française et ACF-Espagne ont traité 2 727 enfants y compris les enfants des déplacés dans les URENI<sup>1</sup>, URENAS<sup>2</sup>, URENAM<sup>3</sup> à Bamako du 1 janvier au 9 novembre 2012.

Suite aux visites de terrain effectuées, les membres du cluster protection estiment que bien que l'aide alimentaire ait atteint la plupart des groupes vulnérables et la distribution du cash permis de couvrir certains besoins essentiels, l'interruption de l'assistance (nourriture et transfert d'argent) à ce stade de la crise risque de rendre plus vulnérables certaines familles qui vivent dans les conditions très précaires.

Le rapport de l'OIM sur l'enquête menée auprès des PDI à Bamako indique que **les besoins les plus urgents** exprimés par les PDI incluent **l'argent pour la subsistance, la nourriture et les abris**.

Répartition des PDI par région



*Hormis les 47 292 PDI présentes à Bamako, 151 266 autres PDI en besoin d'assistance humanitaire sont réparties dans les différentes régions.*

Le nombre total de déplacés au Mali est estimé à 198 558 personnes réparties dans 31 063 ménages selon les dernières estimations de la Commission Mouvement de Populations publiées en novembre 2012. Hormis les 47 292 PDI présentes à Bamako, 151 266 autres PDI en besoin d'assistance humanitaire sont réparties dans les différentes régions comme suit: Gao 25 977 ; Kayes 1 843 ; Kidal 28 645 ; Koulikoro 3 386 ; Mopti 39 830 ; Ségou 19 285, Sikasso 10 536 ; et Tombouctou 21 764.

<sup>1</sup> Unité de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensive – Prise en charge et hospitalisation des enfants malnutris aiguë sévère avec complications.

<sup>2</sup> Unité de Récupération Nutritionnelle en Ambulatoire Sévère – Prise en charge des enfants malnutris aiguë sévère sans complication.

<sup>3</sup> Unité de Récupération Nutritionnelle en Ambulatoire Modérée – Prise en charge des enfants malnutris aiguë modérée.

## Assurer la sécurité des enfants et des familles à travers l'éducation sur les risques liés aux mines

Les mines anti-personnel et les engins non explosés ou UXO (unexploded ordnance en anglais) ne font pas de discrimination sur leurs victimes. Ceci les rend particulièrement dangereux pour les enfants. La crise actuelle dans le nord du Mali ne fait qu'aggraver ces dangers et la présence de ces outils mortels. **Les enfants et les adultes exposés aux dangers des mines et UXO sont estimés à 100 000 dans les régions du nord du Mali.**



Credit: @UNICEF/Kent Page/Mali/December 2012

De mars à mi-décembre 2012, les restes d'explosifs de guerre (REG) ont causé **31 accidents qui ont blessé 52 personnes dont 31 enfants**. La région de Gao a enregistré le plus grand nombre d'accidents (18), suivie de Kidal (5), Tombouctou (5) et Mopti (3). En raison des difficultés d'accès à l'information il se pourrait que le nombre de cas effectifs soit plus élevé encore. De mars à mi-décembre 2012, les accidents causés par des **balles perdues dans le nord ont fait 16 victimes dont cinq enfants**. Les informations sur les victimes et les accidents ont été partagées avec Landmine Monitor et le service de l'Action Antimines des Nations Unies.

Pour remédier aux risques croissants associés aux mines et aux UXO, l'UNICEF a organisé des sessions de sensibilisation ciblant les communautés et plus particulièrement les enfants à travers le pays.

L'UNICEF et ses partenaires Handicap International, le BNCE, ENDA, la Direction Nationale de la Protection Civile, la Direction Nationale de la Famille et de la Promotion de l'Enfant, ont démarré les activités de sensibilisation d'urgence sur les risques liés aux mines en avril 2012. **A ce jour, 10 000 enfants et adultes ont bénéficié des activités de sensibilisation sur les risques liés aux mines dans les communautés affectées** par la crise et sont de ce fait mieux protégés contre les accidents causés par ces engins.

En utilisant des brochures avec des images décrivant les mines et les UXO ainsi que les blessures qu'ils peuvent causer, les sensibilisateurs ont pu délivrer des messages visant à sauver la vie des enfants. Des adultes (autorités, membres de la communauté et enseignants) des communautés déplacées ont aussi participé à ces sessions de sensibilisation.

Continuer à élargir la cible pour les sessions d'éducation sur les risques liés aux mines sera critique en 2013 particulièrement si la crise s'aggrave. L'UNICEF et ses partenaires ont déjà commencé à augmenter leurs activités d'éducation et de sensibilisation. A titre d'exemple, Handicap International a récemment démarré des activités à Mopti, Gao et Tombouctou. Au total, six stations de radios transmettent déjà des messages quotidiens sur les risques liés aux mines dans cinq langues à Bamako, Kayes, Sikasso, Koulikoro, Ségou et Mopti. Continuer à délivrer les messages clés sur les risques liés aux mines contribuera à diminuer le nombre d'enfants victimes des restes d'explosifs de guerre.

## Violences basées sur le Genre liées à la crise

*Les organisations de défense des droits humains et certaines ONG sur le terrain ont fait état de plusieurs centaines de cas de VBG y compris de violences sexuelles.*

Les violations des droits des populations vivant au Nord du pays continuent d'être une préoccupation. Les filles et les femmes sont parmi les franges de la population les plus vulnérables. Dans les régions du Nord, la condition de la femme ne cesse de se dégrader. Les organisations de défense des droits humains et certaines ONG sur le terrain ont fait état de plusieurs centaines de cas de VBG y compris de violences sexuelles. **Le sous cluster Violences Basées sur le Genre (VBG) a documenté des cas de viols ayant affecté 200 personnes parmi lesquelles 150 ont bénéficié d'une prise en charge.**

La situation des filles et des femmes victimes de violences sexuelles est complexe. Ces dernières sont doublement affectées. En plus de l'atteinte à leur intégrité physique et à leur dignité elles sont souvent marginalisées par la société. Certaines sont abandonnées par leurs conjoints et leurs parents, aggravant ainsi leur souffrance.

Les services sociaux de base lorsqu'ils n'ont pas été pillés ou détruits fonctionnent à minima dans les régions sous occupation (Tombouctou, Gao et Kidal). Dans ce contexte, la prise en charge des victimes de VBG reste très limitée et les actions de réinsertion communautaire sont quasi inexistantes.

Au niveau national des décisions ont été prises par les autorités et les acteurs humanitaires pour renforcer la prévention et la prise en charge des cas de VBG là où c'est possible.

En octobre 2012, le Gouvernement a publié une lettre circulaire engageant les tribunaux à accorder une attention particulière aux dossiers des victimes des VBG soumis à la justice. Au total quatre centres de prise en charge psychosociale et juridique des victimes des violences sexuelles et autres VBG ont été mis en place. Certains de ces centres soutiennent également des activités génératrices de revenus au profit des victimes.

**Le sous cluster VBG a distribué des kits de dignité à plus de 25 000 femmes dans toutes les régions du Mali** pour couvrir les cas de mutilations génitales féminines, de viols ainsi que les infections sexuellement transmissibles, les accouchements et les cas d'urgence post exposition Prophylaxie (PEP).

Des cartes de référence ont été élaborées pour les régions de Kayes, Koulikoro, Bamako, Mopti ainsi que des "Plans Opérationnels Standards" qui permettent aux victimes de trouver des services disponibles pour leur prise en charge.

Un projet conjoint Système des Nations Unies/Ministère de la Défense et des Anciens Combattants est mis en place afin de renforcer les capacités des forces armées et de sécurité dans la prévention et la protection des femmes et des filles en situation de conflit. Un manuel sur la prise en charge psychosociale a été diffusé au niveau des acteurs impliqués dans la prévention des VBG. De plus, un outil harmonisé de collecte des informations sur les VBG a été conçu par le sous cluster VBG et est en usage pour le monitoring des violences sexuelles et sexistes.

**Les agences des Nations Unies ont renforcé les capacités de plus de 300 agents des services techniques** (services techniques de l'Etat et ONG) dans divers domaines dont la prévention et la réponse aux VBG en situation de crise; la prise en charge psychosociale des VBG. Dans la même optique, des prestataires de santé de Koulikoro, Bamako, Ségou et Mopti ont vu leurs capacités renforcées à la prise en charge médicale des violences sexuelles.

Quelque 500 messages de prévention et d'orientation des VBG y compris des violences sexuelles sont diffusés à travers les médias en cinq langues (Bambara, Tamasheq, Songhay, Peulh et Français) ciblant au moins deux millions d'auditeurs.

Un certain nombre de contraintes pèsent sur la réponse aux violences sexuelles au Mali, dont les difficultés d'accès au Nord du Mali et certains facteurs socio-culturels rendant la collecte de données et l'assistance humanitaire limitées. Il s'avère quelquefois difficile d'obtenir les témoignages des victimes, ce qui fait que les statistiques sur les violences sexuelles disponibles sont très largement sous estimées. En outre, l'insuffisance des ressources consacrées à la prévention et à la réponse aux VBG pour mettre en œuvre le plan de travail du sous-cluster VBG national reste un défi ainsi que la non gratuité des consultations et analyses biomédicales pour les victimes des violences sexuelles au niveau des formations sanitaires.

### **Nouveaux produits sur le site HumanitarianResponse du Mali:**

Carte de présence humanitaire:

<http://mali.humanitarianresponse.info/fr/news/carte-de-pr%C3%A9sence-humanitaire-0>

Aperçu du financement du CAP:

<http://mali.humanitarianresponse.info/fr/news/aper%C3%A7u-du-financement-du-cap>

CAP 2013 Mali :

<http://mali.humanitarianresponse.info/fr/document/cap-2013-mali>

Pour plus d'informations, contactez:

**Fernando Arroyo**, Chef de Bureau, [arroyof@un.org](mailto:arroyof@un.org), Tel. (+223) 7599 3204

**Katy Thiam**, Chargée de l'Information Publique, [thiamk@un.org](mailto:thiamk@un.org), Tel. (+223) 7599 3497

**Delphine Pastorel**, Chargée de la Gestion de l'Information, [pastorel@un.org](mailto:pastorel@un.org), Tel. (+223) 7599 4002

**Guido Pizzini**, Chargé de la Gestion de l'Information, [pizzini@un.org](mailto:pizzini@un.org), Tel. (+223) 7555 6646

<http://mali.humanitarianresponse.info> | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)